
Point sur la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome

Cote du document: EB 2023/OR/14

Date: 21 novembre 2023

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: EXAMEN

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à examiner le point sur la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome.

Questions techniques:

Ronald Hartman

Directeur

Division de l'engagement, des partenariats et de la mobilisation des ressources à l'échelle mondiale
courriel: r.hartman@ifad.org

Shantanu Mathur

Consultant

Division de l'engagement, des partenariats et de la mobilisation des ressources à l'échelle mondiale
courriel: s.mathur@ifad.org



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Investir dans les populations rurales



Programme
Alimentaire
Mondial

I. Introduction

A. Vue d'ensemble et objet

1. Dans le cadre des informations communiquées par les organismes ayant leur siège à Rome (ci-après "les OSR") sur leurs activités de collaboration, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont établi ensemble le présent rapport de situation pour 2022-2023. Ce rapport rend compte des activités menées en commun par les OSR pendant la période considérée et donne plusieurs exemples de réalisations concrètes obtenues grâce à une collaboration instaurée aux niveaux mondial, régional et national et à l'échelle des programmes.
2. Le présent rapport prend comme point de départ la réorientation stratégique de la collaboration entre les OSR, qui a été opérée sous la houlette des chefs de secrétariat des trois organismes et que l'on retrouve dans le nouveau protocole d'accord tripartite mondial. Tout en tenant compte des réformes du système des Nations Unies pour le développement et en se concentrant sur l'action collective qu'ils se proposent de mener pour venir en aide à leurs bénéficiaires, les trois OSR continueront d'investir dans des interventions permettant de tirer parti de leurs atouts respectifs, lorsque cela sera jugé approprié et efficient.
3. La section I porte sur l'évolution du rôle des OSR ainsi que sur les activités de collaboration qu'ils ont entreprises pour lutter contre l'insécurité alimentaire et transformer les systèmes agroalimentaires compte tenu des défis qui façonnent le monde aujourd'hui. La section II présente de manière approfondie plusieurs initiatives de coordination mises en place aux niveaux mondial, régional et national. Enfin, la section III décrit la voie que les OSR doivent suivre en matière de collaboration en tenant compte du contexte mondial actuel et en s'appuyant sur le nouveau protocole d'accord.

B. Vue d'ensemble des activités de collaboration menées en 2022-2023

4. D'après l'édition de 2023 de *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, les dernières estimations indiquent que la faim dans le monde est demeurée relativement stable entre 2021 et 2022. La faim se maintient toutefois à un niveau bien supérieur à ceux d'avant la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) et nous éloigne fortement de la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) 2. L'intensification des principaux facteurs d'insécurité alimentaire et de malnutrition – conflits, variabilité et extrêmes climatiques, contraction de l'économie et inégalités croissantes –, qui surviennent souvent simultanément, bat en brèche les efforts que nous déployons pour réaliser les ODD. Ces facteurs se répercutent différemment selon les régions, d'un pays à l'autre, voire entre communautés voisines.
5. Dans ce contexte et compte tenu des nouveaux mandats de leurs chefs de secrétariat, les trois OSR se sont de nouveau engagés à harmoniser leurs priorités stratégiques dans le protocole d'accord tripartite mondial qu'ils ont signé récemment. Sur la base des constatations issues de l'évaluation conjointe de la collaboration entre les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome, ce protocole est ancré dans les réformes du système des Nations Unies pour le développement, et ses signataires reconnaissent que leur collaboration repose sur un large éventail d'activités, qui s'étend de l'intervention en cas de situations d'urgence et de crises aux activités de développement à plus long terme en passant par l'action humanitaire. Dans le nouveau protocole, les OSR conviennent qu'il est nécessaire d'aborder la question des systèmes agroalimentaires de manière systémique et globale en nouant des partenariats multipartites et en menant des initiatives innovantes pour s'attaquer aux défis et aux crises complexes auxquels les pays doivent faire face.
6. À l'échelle mondiale, les OSR continuent d'œuvrer ensemble au sein de forums politiques de haut niveau. Ils ont élaboré des messages communs et complémentaires qui visent à sensibiliser à la crise mondiale de la sécurité alimentaire et à attirer l'attention sur les problèmes à surmonter

- pour atteindre les ODD relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Ils poursuivent en outre leur coordination pour s'acquitter de leurs engagements.
7. Le Bilan 2 ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (ci-après "le Bilan") organisé avec succès avec l'appui des OSR a offert aux pays une plateforme leur permettant d'échanger au sujet des parcours suivis pour mettre en place leurs systèmes alimentaires. Les participants à la manifestation ont souligné qu'il était important d'accélérer les progrès, en particulier concernant l'accès au financement, et mis l'accent sur le fait qu'il était urgent d'alléger la dette et d'augmenter les fonds mis à disposition des pays en développement qui traversaient des crises.
 8. Le soutien conjoint que les OSR ont apporté en collaboration avec l'Organisation de coopération et de développement économiques à la présidence du Groupe des Vingt (G20) assurée par l'Inde a contribué directement à la formulation des Principes de haut niveau du Deccan sur la sécurité alimentaire et la nutrition¹. Preuve de la responsabilité collective endossée par le G20 pour renforcer et compléter les initiatives menées dans les différentes régions, les signataires des principes du Deccan prennent acte des efforts déployés à l'échelle mondiale pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition et promouvoir les résultats convenus lors des réunions actuelles et passées des ministres de l'agriculture du G20, et s'engagent à les intensifier.
 9. Aux niveaux régional et national, les OSR s'emploient à réorienter leurs stratégies et à améliorer leur efficacité dans les domaines suivants: systèmes agroalimentaires; nutrition; égalité femmes-hommes et autonomisation des femmes; renforcement de la résilience; jeunesse; changements climatiques, environnement et biodiversité. Les opérations que mènent les différents OSR dans les pays reposent sur leurs mandats distincts et mutuellement complémentaires respectifs, qui les amènent souvent à collaborer avec diverses parties prenantes, notamment des ministères chargés de plusieurs (sous-)secteurs. Ces opérations se déroulent aussi fréquemment dans des zones distinctes d'un point de vue géographique, concernent toutes sortes de contextes et font intervenir de multiples parties prenantes. Malgré des périmètres d'action bien distincts, les OSR sont résolus à rechercher des points communs d'un point de vue opérationnel ainsi que des synergies sur le plan administratif. Pour appeler l'attention sur les situations complexes auxquelles les pays doivent faire face, les chefs de secrétariat des OSR se sont rendus au Soudan du Sud, et ont mis en évidence les effets dévastateurs de l'imbrication des crises climatiques et économiques et des conflits, qui empêchent les pays d'exprimer leur plein potentiel. Les OSR élaborent actuellement une proposition de projet conjoint qui vise à aider le Gouvernement sud-soudanais à renforcer la résilience face aux chocs futurs.
 10. Les OSR continuent d'exploiter et de reproduire les initiatives de collaboration réussies, comme, par exemple, le Programme commun visant à accélérer les progrès vers l'émancipation économique des femmes rurales (OSR et Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes), le Programme commun relatif aux perspectives de transformation de la dynamique femmes-hommes dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition et le Programme conjoint Sahel en réponse aux défis COVID-19, conflits et changements climatiques (SD3C). Les OSR recherchent actuellement des possibilités de travailler en partenariat dans les États en situation de fragilité ou touchés par un conflit, et mettent en évidence et renforcent les liens entre les projets qu'ils mènent axés sur la production locale et l'alimentation scolaire utilisant des produits locaux.
 11. Le Groupe consultatif de haut niveau des OSR se coordonne régulièrement pour assurer une supervision stratégique et communiquer de grandes orientations en matière de collaboration interorganisations. Dans le cadre de son mandat consistant à examiner la mise en œuvre des activités conjointes et à remédier aux problèmes stratégiques et opérationnels ainsi qu'aux problèmes de politique générale, le Groupe consultatif a pris en compte un large éventail de dispositifs, notamment le programme SD3C et le Réseau mondial contre les crises alimentaires, mis la dernière main au protocole d'accord tripartite mondial et tiré parti du Bilan afin de renforcer

¹ Les principes de haut niveau du Deccan adoptés en 2023 sont les suivants: i) faciliter l'assistance humanitaire destinée aux pays et aux populations se trouvant en situation de vulnérabilité; ii) augmenter les disponibilités en aliments nutritifs et en faciliter l'accès, et développer les filets de sécurité alimentaires; iii) renforcer les politiques et les actions concertées en faveur de systèmes agricoles et alimentaires résilients face au climat et durables; iv) améliorer la résilience et l'inclusivité dans l'agriculture et le long des filières alimentaires; v) promouvoir l'approche "Une seule santé"; vi) accélérer l'innovation et l'utilisation de la technologie numérique; vii) augmenter les investissements publics et privés responsables consacrés à l'agriculture.

la collaboration entre les OSR au service de la transformation des systèmes agroalimentaires au niveau des pays.

II. Exemples d'initiatives de collaboration mises en place entre les OSR en 2022-2023

12. En leur qualité d'organismes les plus directement chargés d'aider les pays à transformer leurs systèmes agroalimentaires et à éradiquer la faim, les OSR poursuivent leur collaboration à tous les niveaux et dans divers domaines thématiques, en mettant constamment l'accent sur les résultats et en veillant à échanger en continu des connaissances techniques, les enseignements tirés de leur expérience et leurs bonnes pratiques.
13. Dans cette section, nous nous intéresserons en particulier à certains domaines de collaboration que nous illustrerons par les exemples détaillés suivants: résumé des rôles respectifs des OSR dans l'action menée à la suite du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires; évolutions récentes du Comité de la sécurité alimentaire mondiale; collaboration relative au Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) au Pakistan; points sur les activités du module mondial d'action groupée en matière de sécurité alimentaire et du Réseau mondial contre les crises alimentaires et sur l'initiative SD3C en Afrique de l'Ouest; présentation du nouveau programme du Fonds pour l'environnement mondial; résumé de la collaboration instaurée dans le domaine de l'innovation; études de cas consacrées à la collaboration entre les OSR dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, à l'accord quinquennal de collaboration au niveau national conclu entre les OSR au Kenya et aux programmes conjoints menés au Pakistan.

Collaboration des OSR lors du Bilan 2 ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires

Contexte

Le Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021 a défini des objectifs clairs et ambitieux concernant les systèmes alimentaires, qui tiennent compte des relations complexes entre les volets environnemental, économique et social du développement durable. Les États membres sont convenus de soutenir les mécanismes nationaux dirigés par les gouvernements, qui permettent d'élaborer et de mettre en œuvre des feuilles de route nationales visant à atteindre les ODD. Le Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires joue, en partenariat avec les OSR et l'ensemble du système des Nations Unies, un rôle central dans la réalisation des objectifs fixés lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021 qui visent à transformer les systèmes alimentaires mondiaux de façon à contribuer à la concrétisation des ODD.

Préparatifs du Bilan

Les cinq réunions régionales organisées pour préparer le Bilan ont réuni des coordonnateurs nationaux de chaque région pour leur permettre d'échanger des informations ainsi que des enseignements tirés depuis le Sommet de 2021, tout en définissant les priorités et les mesures régionales à examiner en amont de la manifestation. La réunion des coordonnateurs de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes a notamment été l'occasion de présenter un excellent modèle de collaboration, qui fait intervenir une équipe spéciale régionale des Nations Unies dirigée par la FAO, le FIDA, le PAM et d'autres organismes et qui pourrait être utilisé lors de collaborations futures.

Élaboration du programme du Bilan

Pour organiser la manifestation et chacune de ses composantes, un comité du programme a été mis sur pied de manière à en faciliter la mise en place et à répartir de manière équilibrée les responsabilités entre les organisations participantes. Cette collaboration a simplifié la coordination entre les représentants des OSR, du Cabinet du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, du Gouvernement italien et du Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Cela a permis d'attribuer l'organisation de chaque séance à un organisme principal épaulé par des organismes co-chefs de file, et contribué à l'efficacité des réunions grâce à la participation active des directeurs et de hauts responsables.

Enseignements tirés de l'expérience et marche à suivre

Le Bilan a débouché sur des informations précieuses dans la perspective de collaborations futures, et fait notamment ressortir qu'il était important d'inscrire la collaboration entre les OSR dans une démarche globale plutôt que de chercher à emprunter une voie distincte. Cette approche éclaire la collaboration à tous les niveaux, et assure une participation et une contribution globales. La communication entre les équipes est indispensable: une stratégie commune de communication à l'intention des hauts responsables des OSR, appuyée par la diffusion sur les médias sociaux de chaque organisme d'informations relatives au Bilan, a été élaborée pour mieux faire connaître la manifestation. Les meilleures pratiques mises en évidence lors du Bilan seront utilisées dans le cadre des initiatives de collaboration entreprises par les OSR.

Comité de la sécurité alimentaire mondiale

Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) sert de plateforme intergouvernementale et multipartite inclusive et facilite la conduite de discussions et d'actions concrètes à l'appui des initiatives que les pays mènent pour mettre en œuvre les composantes des ODD relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

La FAO, le FIDA et le PAM poursuivent leur collaboration au sein du CSA, et, parallèlement, appuient celui-ci et contribuent à la définition de son orientation stratégique en participant aux réunions de son Bureau et de son Groupe consultatif et aux travaux consacrés aux axes thématiques. Ils accueillent et soutiennent le Secrétariat du CSA, et communiquent des connaissances techniques dans les domaines thématiques relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

Dans le cadre de leur participation collective au CSA, les OSR ont grandement contribué au soutien technique essentiel fourni au cours des négociations menées en vue de l'approbation de deux documents majeurs intitulés "Directives volontaires sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition" et "Recommandations de politique générale du CSA sur le renforcement de la collecte et de l'utilisation des données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition et des outils d'analyse y afférents aux fins de l'amélioration de la prise de décisions à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale". Il convient de noter que ces deux documents ont été approuvés à la 51^e session du CSA, ce qui montre l'importance des efforts de collaboration déployés.

Module mondial d'action groupée en matière de sécurité alimentaire

Contexte

Le module mondial de la sécurité alimentaire coordonne les interventions humanitaires qui sont axées sur les disponibilités alimentaires, l'accès à la nourriture, l'utilisation des aliments et la stabilité des approvisionnements alimentaires. Il s'agit d'un vaste réseau d'organisations partenaires internationales, nationales et locales, qui participe à 34 opérations réparties dans 30 pays et mène des interventions efficaces et en temps voulu en faveur de la sécurité alimentaire. Il est soutenu par une équipe mondiale d'appui animée par des coordonnateurs appartenant aux organismes qui le co-dirigent, à savoir la FAO et le PAM. Cette équipe se concerte avec d'autres modules mondiaux d'action groupée et communique des orientations aux modules et groupes sectoriels mis sur pied à l'échelon des pays, en assurant une assistance à distance et en menant des missions de renfort. Le module rend compte régulièrement de ses activités aux partenaires par l'intermédiaire du Groupe consultatif stratégique, lequel participe à des groupes de travail ainsi qu'à des forums de haut niveau de sensibilisation. En outre, le module offre un soutien technique, stratégique et opérationnel afin de donner aux modules mis en place au niveau national les moyens de remplir leurs [six fonctions centrales](#) et de s'acquitter de leur responsabilité à l'égard des populations touchées.

Résultats

Le module mondial de la sécurité alimentaire a dû faire face à des défis sans précédent en raison de la forte évolution de la situation mondiale sur le plan de la sécurité alimentaire, qui a vu la faim atteindre des niveaux record et la demande d'assistance augmenter et, souvent, dépasser les ressources disponibles.

En 2022, le module est venu en aide à plus de 155 millions de personnes au moyen d'une assistance alimentaire et d'un appui aux moyens d'existence, soit une augmentation de 40 pour cent par rapport à 2021. Plus de 127 millions de personnes ont reçu une aide alimentaire (en nature: 70 pour cent; sous forme d'espèces ou de bons: 30 pour cent), et 37 millions de personnes ont reçu une aide d'urgence à l'appui de leurs activités agricoles et non agricoles ou de leurs activités d'élevage. Les besoins de financement dans le domaine de la sécurité alimentaire ont atteint le niveau record de 18 milliards de dollars É.-U. sur le montant total de 51,7 milliards de dollars indiqué dans l'Aperçu de la situation humanitaire mondiale (*Global Humanitarian Overview*) de 2022. Les contributions financières sont passées de 6 milliards de dollars à près de 10 milliards de dollars, mais les opérations relatives à la sécurité alimentaire n'ont été financées qu'à hauteur de 50 pour cent environ. Au premier semestre de 2023, les partenaires du module ont indiqué être venus en aide à plus de 105 millions de personnes (sur les 152 millions de personnes ciblées initialement) sous la forme d'une assistance alimentaire et d'un appui aux moyens d'existence dans 28 pays, et avoir reçu 3,5 milliards de dollars pour des besoins de financement s'élevant à 18,1 milliards de dollars, soit un niveau de financement de 19,4 pour cent.

L'équipe mondiale de gestion de l'information relevant du module a mis en place de nouveaux outils pour garantir un accès transparent aux interventions en faveur de la sécurité alimentaire, notamment un outil d'analyse des lacunes fondé sur les besoins qui évalue les quantités de produits alimentaires et les sommes distribuées ainsi que la fréquence des distributions. Cet outil a été utilisé en République démocratique du Congo et au Mozambique. Les équipes du module adoptent aussi actuellement des outils de planification visant à améliorer la coordination sur le terrain et attirent l'attention sur les zones insuffisamment desservies. À l'échelle mondiale, un entrepôt de données destiné à l'analyse des tendances et à l'établissement de rapports a été mis en place, et permis de mettre en service un [tableau de bord interactif](#) et de communiquer ainsi dans le monde entier des informations détaillées sur les interventions du module.

Réseau mondial contre les crises alimentaires

Contexte

Le Réseau mondial contre les crises alimentaires est une alliance d'acteurs de l'aide humanitaire et du développement unis par un même engagement consistant à s'attaquer aux causes profondes des crises alimentaires et à promouvoir des solutions durables grâce à l'échange d'analyses et de connaissances, au renforcement de la coordination instaurée dans le cadre d'interventions fondées sur des données factuelles et à des initiatives collectives menées le long du nexus action humanitaire-développement-paix. L'Union européenne, le PAM et la FAO en sont les fondateurs, et les États-Unis d'Amérique et la Banque mondiale les ont rejoints en qualité de membres principaux. Le FIDA, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont déposé une demande d'adhésion, et commenceront à collaborer avec le Réseau sur des questions techniques en 2023.

Réseau mondial contre les crises alimentaires et collaboration entre les OSR

Compte tenu de l'aggravation de la crise alimentaire mondiale et de l'intervention qu'il est nécessaire de mener en collaboration à l'échelle du système pour y faire face, le Réseau mondial est vite en train de devenir la principale plateforme dont les OSR se servent pour lutter durablement contre les crises alimentaires et les épisodes de famine, de façon, à terme, à en réduire la fréquence et à les prévenir. Les partenaires contribuent aux initiatives visant à étoffer les données factuelles utilisées pour prendre des décisions de manière collégiale et promouvoir l'harmonisation des interventions et l'adoption de démarches communes aux niveaux mondial, régional et national. Les questions concernant le potentiel des systèmes et des filières alimentaires dans les contextes fragiles, la prévention de la famine et les causes profondes de la faim, le déplacement prolongé et la sécurité alimentaire, ainsi que la protection sociale réactive face aux chocs et la sécurité alimentaire sont des

domaines thématiques essentiels qu'il faudra prendre en compte collectivement au cours de la période couverte par le prochain rapport.

Résultats enregistrés en 2023

- **Rapports et données factuelles.** Le Réseau mondial a élaboré des supports de connaissances grâce à sa collaboration avec le Réseau d'information sur la sécurité alimentaire, en particulier le rapport mondial sur les crises alimentaires (Global Report on Food Crises), le rapport sur les foyers de famine (Hunger Hotspots) et le rapport sur les flux financiers et les crises alimentaires (Financial Flows and Food Crises Report). Le Réseau mondial a également produit des rapports et des analyses portant spécifiquement sur un certain nombre de pays, de contextes régionaux et de domaines prioritaires.
- **Concertations stratégiques.** En 2023, des concertations ont été organisées pour examiner les répercussions des constatations issues de divers documents, débats ou événements: rapport sur les flux financiers et les crises alimentaires; présentation mondiale et régionale du rapport mondial sur les crises alimentaires; discussions menées avec des décideurs publics à New York sur les risques d'insécurité alimentaire et de famine dans le monde; manifestations parallèles organisées en marge du débat du Conseil économique et social consacré aux affaires humanitaires et du Forum humanitaire européen; dialogue à huis clos consacré aux crises alimentaires à l'Assemblée générale des Nations Unies.
- **Mobilisation des pays.** En étroite collaboration avec des organes régionaux en Afrique de l'Est (Autorité intergouvernementale pour le développement) et en Afrique de l'Ouest (Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), le Réseau mondial a aidé des gouvernements nationaux et les coordonnateurs du Sommet sur les systèmes alimentaires ainsi que des partenaires de l'action humanitaire et du développement à élaborer des approches collectives axées sur le nexus action humanitaire-développement-paix afin de mettre en œuvre des feuilles de route nationales.
- **Prévention de la famine.** La prévention de la famine est l'une des priorités premières du Réseau mondial et de ses membres. Pour promouvoir une intervention à l'échelle du système dans les situations particulièrement difficiles, le Réseau travaille en étroite collaboration avec la Coordonnatrice des Nations Unies pour la prévention et l'intervention contre la famine et le Groupe de travail de haut niveau sur la prévention de la famine, qui a été reconstitué. Des données factuelles relatives à l'insécurité alimentaire, aux flux financiers et aux facteurs de la famine sont exploitées lors de ces discussions.
- **Coalition de lutte contre les crises alimentaires le long du nexus action humanitaire-développement-paix.** La coalition joue un rôle crucial dans l'établissement de liens avec les coordonnateurs nationaux ainsi que dans la mobilisation de l'ensemble des organismes des Nations Unies aux niveaux national et régional. La forte proportion en son sein de pays touchés par des crises ainsi que la co-direction assurée par le Groupe G7+ garantit la prise en compte des points de vue d'acteurs majeurs dans les concertations que le Réseau mondial consacre aux crises alimentaires.

Enseignements tirés de l'expérience et priorités stratégiques correspondantes

Les succès que le Réseau mondial a enregistrés et les problèmes qu'il a rencontrés en 2023 sont utilisés pour éclairer l'orientation stratégique future. Les principales priorités sont les suivantes:

- Les membres du Réseau mondial, qui viennent d'horizons divers et sont de plus en plus nombreux, seront déployés dans les domaines de l'action humanitaire, du développement et de la paix, et leur contribution sera adaptée à leurs valeurs ajoutées respectives. L'augmentation du nombre de demandes d'adhésion garantira la représentation d'organismes opérationnels clés lors des crises alimentaires, mais il sera essentiel pour le Réseau d'élargir sa base de donateurs s'il veut devenir la principale plateforme porteuse d'une vision unifiée.

- Le Réseau mondial approfondira la collaboration qu'il a instaurée avec des partenariats et des plateformes en place visant à lutter contre les crises alimentaires, et encouragera l'action collective tout en renforçant les initiatives menées à l'échelle nationale et régionale. Sa spécificité tiendra dans sa capacité à fournir un soutien à tous les niveaux, et à devenir la principale plateforme de collaboration entre les OSR.
- Les supports de connaissances élaborés par le Réseau mondial joueront un rôle décisif pour promouvoir une démarche stratégique collective ayant pour objectif de lutter contre les crises alimentaires et la famine tout en comblant les lacunes dans les politiques à l'échelle mondiale. Les initiatives menées pour faciliter l'examen des analyses et éclairer la prise de décisions seront renforcées en collaboration avec les membres et les autres réseaux concernés. En outre, l'amélioration de la cohérence et de la clarté de la présentation des données sur la sécurité alimentaire sera une priorité.

Point sur le programme SD3C, un exemple de financement du FIDA qui favorise la collaboration régionale entre les OSR

Contexte

Pour faciliter la mise en place d'une forte coordination régionale, le programme SD3C (Programme conjoint Sahel en réponse aux défis COVID-19, conflits et changements climatiques) a été approuvé par le Conseil d'administration du FIDA en 2020 pour un coût total s'élevant à 180,4 millions de dollars. L'objectif est de renforcer les moyens d'existence de 123 000 ménages ruraux, soit 854 750 personnes, dont 50 pour cent sont des femmes et 40 pour cent des jeunes, en particulier des ménages vivant dans les zones transfrontalières ciblées de la région. Le FIDA dirige l'initiative, et en assure la coordination générale, la gestion financière et l'appui technique au moyen de projets d'investissement devant servir d'ancrage dans chaque pays participant. La FAO et le PAM sont des partenaires d'exécution dans leurs domaines de compétence respectifs, et contribuent ainsi à la réalisation d'un programme qui vise à relier l'action humanitaire et l'aide au développement au moyen de synergies entre les OSR.

Dans le cadre de sa Onzième reconstitution des ressources, le FIDA a alloué des fonds (53,2 millions de dollars au total) aux pays suivants: Burkina Faso (6 millions de dollars), Mali (23,7 millions de dollars), Niger (10 millions de dollars), Sénégal (6,5 millions de dollars) et Tchad (5 millions de dollars). En outre, le FIDA a accordé un don régional de 2 millions de dollars au Secrétariat du G5 Sahel, et la Mauritanie a reçu une allocation de 5 millions de dollars au titre de la Douzième reconstitution des ressources. Le programme a reçu des fonds supplémentaires en provenance des Pays-Bas (13,2 millions de dollars) et de l'Italie (1,9 million de dollars pour la Mauritanie). Le déficit de financement s'élève actuellement à 107,1 millions de dollars.

Résultats

En août 2023, le programme SD3C était venu en aide à 2 780 ménages (38 pour cent de l'objectif fixé à mi-parcours) sous la forme de services. Il a mis en évidence des possibilités de renforcer l'intégration et d'améliorer la collaboration, y compris dans les situations de fragilité.

En avril 2024 au plus tard, l'examen à mi-parcours offrira l'occasion de mobiliser les donateurs et les partenaires pour remplir les objectifs initiaux du programme SD3C en révisant certaines modalités de mise en œuvre de celui-ci. On citera notamment les accords fiduciaires unilatéraux conclus avec les OSR, qui se sont révélés insuffisamment efficaces pour assurer la bonne exécution du programme. Une plus grande souplesse serait souhaitable, ce qui nécessiterait, entre autres, une augmentation des financements sous forme de dons. Le FIDA a recruté à cet effet un consultant principal chargé de la mobilisation des ressources. À l'avenir, les priorités seront notamment les suivantes: redéfinir la manière dont les OSR abordent les opérations dans le contexte du Sahel en pleine évolution; préciser le montant des contributions du PAM et de la FAO en faveur de la phase II du programme SD3C; accueillir éventuellement une manifestation parallèle lors de la vingt-huitième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra en décembre 2023; organiser une table ronde de donateurs au début de 2024.

Programme intégré sur les systèmes alimentaires du Fonds pour l'environnement mondial

La FAO et le FIDA codirigent le Programme intégré sur les systèmes alimentaires, qui est financé à hauteur de 260 millions de dollars au titre du huitième cycle de reconstitution des ressources du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et vise à transformer les systèmes alimentaires mondiaux de façon à les rendre durables, régénératifs, respectueux de la nature, résilients, inclusifs et non polluants.

La FAO et le FIDA sont les deux organismes du FEM dont le mandat consiste à jouer un rôle de chef de file à l'échelle mondiale sur les questions relatives aux systèmes alimentaires et s'étend à tous les secteurs visés dans le Programme intégré sur les systèmes alimentaires (agriculture, élevage et aquaculture), ce qui leur permet de suivre une démarche inclusive englobant l'ensemble des systèmes alimentaires. Dans le cadre de leur direction partagée du Programme intégré sur les systèmes alimentaires, ils seront assistés de partenaires tels que le PNUD, la Banque mondiale, The Nature Conservancy, le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable et des banques régionales de développement. Le PAM recherche actuellement les moyens de tirer parti de sa forte présence opérationnelle et de ses grandes capacités d'intervention au service de la transformation des systèmes alimentaires.

La FAO agit en qualité de chef de file désigné du Programme intégré sur les systèmes alimentaires, et à ce titre, elle assurera la coordination générale du programme, veillera à la cohérence des mesures prises et rendra compte de l'action menée au Secrétariat du FEM. La FAO et le FIDA seront membres des mécanismes de gouvernance du Programme intégré/Projet de coordination mondiale, et assureront la présidence du Comité de pilotage de projet en alternance. Cette approche comprend la mise en place d'un pôle d'innovation et de connaissances, d'un pôle concernant les politiques innovantes et d'un pôle financier afin d'aider 32 pays à transformer leurs systèmes agroalimentaires et à procurer des avantages environnementaux et climatiques.

Innovation et OSR

Contexte

En application des cinq axes de changement d'ONU 2.0, l'innovation se trouve au cœur des stratégies institutionnelles élaborées par les OSR pour relever les défis complexes liés à l'agriculture mondiale, à la sécurité alimentaire et au développement rural. Les OSR ont chacun mis sur pied des équipes axées sur l'innovation, et leur collaboration a pris diverses formes: groupe de travail conjoint des OSR sur l'innovation; partage des expériences et des connaissances; contributions techniques aux débats et processus menés par les trois organismes.

Les trois organismes abordent l'innovation selon une démarche qui est propre à chacun: la FAO met fortement l'accent sur l'innovation, ce qui comprend les aspects techniques et administratifs et les questions de procédure; la stratégie d'innovation du FIDA est axée sur la mise en place de solutions pérennes et inclusives en faveur du développement rural; l'Accélérateur d'innovations du PAM a pour but de rechercher, de soutenir et de transposer à plus grande échelle des solutions destinées à venir à bout de la faim et à progresser dans la réalisation de l'ensemble des ODD.

Ces démarches particulières permettent aux organismes d'agir seul, à deux ou à trois. Le PAM a, par exemple, accueilli des collègues de la FAO et du FIDA au sein de son Accélérateur d'innovations afin d'appuyer la recherche de synergies et de développer la collaboration. Le réseau du FIDA pour l'innovation s'est associé au Bureau de l'innovation de la FAO pour sélectionner des idées susceptibles d'être retenues par le Fonds d'innovation de la FAO. Dans le cadre du Défi de l'innovation relatif à l'intelligence artificielle au service de la résilience climatique dans les zones rurales (août 2023), le FIDA, la Banque asiatique de développement et d'autres institutions financières ainsi que l'Accélérateur d'innovations du PAM relèvent ensemble un défi consistant à rechercher et à appuyer des solutions évolutives.

L'innovation demeurera un important domaine prioritaire des OSR, notamment pour rechercher des solutions évolutives élaborées dans le cadre de leurs opérations respectives.

Point sur la collaboration entre les OSR en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire

Contexte

Les partenariats mis en place en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire font partie de la feuille de route conjointe des OSR. L'année dernière, ces partenariats ont été étendus à l'alimentation scolaire utilisant la production locale et permis de renforcer l'action menée conjointement au niveau des pays.

Résultats:

- **Alimentation scolaire utilisant la production locale**
 Les OSR ont collaboré avec leurs bureaux de pays afin de répertorier les domaines de collaboration demandés et d'élaborer des propositions adaptées aux pays participant à ce projet pilote, à savoir le Kenya, le Rwanda et le Sénégal. La démarche est appuyée par une mobilisation de ressources active de façon à relever le défi consistant à mettre en place des filières d'approvisionnement pérennes. Des partenariats ont été encouragés pour y parvenir, notamment avec le Centre d'excellence régional pour la lutte contre la faim et la malnutrition, et des possibilités d'initiatives de plaidoyer ont été trouvées, en particulier pour sensibiliser les représentants de donateurs et de gouvernements, lors de l'Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud organisée en Thaïlande, par exemple.
- **Collaboration au niveau des pays**
 De 2019 à 2022, les OSR ont mis en œuvre conjointement la production locale de farine de manioc enrichie dans le département de Bouenza en République du Congo avec l'appui financier du FIDA. L'un des principaux aspects de ce projet a été les activités menées pour renforcer le rôle des petits exploitants locaux le long de la chaîne d'approvisionnement du manioc, en partenariat avec le African Centre for Development and Research et l'Académie chinoise des sciences agricole, pour ne citer que ces deux exemples. Le projet appuyait également l'élaboration de normes de sécurité sanitaire des aliments et de procédures de test de produits dérivés du manioc.
- **Collaboration au niveau des pays**
 À Cuba, grâce à un don du FIDA visant à venir en aide à au moins 2 000 agriculteurs et producteurs, le PAM améliore l'accès aux programmes de protection sociale afin de faciliter l'adoption d'une alimentation nutritive, l'accès aux marchés et l'autonomisation économique dans la municipalité de Gibara. Dans le cadre de ce projet, il est prévu d'organiser deux voyages d'étude et de mener des activités d'échange de connaissances au Brésil et en Chine pour faciliter la transmission entre pairs de pratiques de production résilientes.

Prochaines étapes²

Après quatre années de mise en œuvre, les OSR prévoient de mener une évaluation approfondie de leur feuille de route commune en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire. Ils dégageront des enseignements de leur expérience, répertorieront les meilleures pratiques et examineront les problèmes rencontrés au cours de la période considérée; ils utiliseront cette évaluation pour réviser et actualiser leur feuille de route.

L'année 2023 verra également les OSR célébrer la Journée des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud en dehors de Rome pour la première fois. À cet égard, le FIDA, qui dirige actuellement la coordination de la manifestation, se concerta avec la plateforme Rwanda Cooperation, laquelle gère et intègre les activités de coopération Sud-Sud du Rwanda. Les OSR prévoient d'inviter des parties prenantes et des partenaires originaires non seulement du Rwanda, mais aussi de l'ensemble de la région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, afin de débattre de l'importance des partenariats multipartites et du renforcement institutionnel pour améliorer l'efficacité de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire.

² Les informations prises en compte dans le présent rapport s'arrêtent au 1^{er} septembre 2023.

Collaboration avec le Centre d'investissement de la FAO

Le Centre d'investissement de la FAO, qui appuie l'élaboration et la mise en œuvre de projets financés par le FIDA, joue un rôle primordial s'agissant de la collaboration entre ces deux organismes. En s'attaquant à divers défis liés à l'agriculture tels que l'accès aux marchés, les filières inclusives, l'emploi des jeunes et les pratiques intelligentes face au climat, il a joué un rôle majeur dans la recherche, la conception, l'évaluation et la supervision des projets. Le Centre d'investissement a fourni une assistance technique ainsi que des ressources budgétaires considérables, qui ont été mises à profit pour concevoir près de 400 projets financés par le FIDA pour une valeur totale de 16 milliards de dollars. Les spécialistes du Centre ont permis aux équipes de pays d'accéder à des interlocuteurs plus qualifiés, de renforcer la coopération et d'échanger des informations avec les bureaux de pays de la FAO. Le partenariat renforcé noué à la suite de la conclusion récente d'un accord de coopération a permis au FIDA et à la FAO d'amplifier l'impact de leur action. Parmi les réalisations du Centre figurent la conception de 10 projets pour un montant total de 605 millions de dollars en 2021, l'organisation de manifestations de partage des connaissances, l'aide à la transformation numérique du portefeuille d'activités du FIDA ou encore le soutien apporté à des projets menés dans différentes régions. Au Cameroun, en particulier, le Centre favorise l'entrepreneuriat dans le secteur de l'aquaculture et la collaboration avec le secteur privé. Par leurs efforts communs, la FAO et le FIDA obtiennent des avancées en matière de résilience climatique et d'agriculture durable, symboles de leur engagement en faveur d'un développement agricole porteur de transformation.

Mobilisation renforcée des OSR au Kenya

Contexte

De 2015 à 2022, les OSR ainsi que l'Union européenne et le Gouvernement kényan ont fait partie d'un partenariat consacré au Programme de renforcement de la production céréalière au Kenya – Guichet d'appui à des moyens de subsistance agricoles résilients face au changement climatique. Ce programme a permis de combler le fossé entre l'action humanitaire et l'aide au développement au Kenya, et ouvert la voie au renforcement de la résilience, à la transformation des moyens d'existence et à la croissance économique à grande échelle. Prenant acte des réalisations enregistrées et des possibilités d'obtenir un impact supérieur grâce à leur action commune, les OSR ont signé entre eux en mars 2022 un accord de collaboration au niveau national au Kenya visant à étendre le champ de leur action.

Résultats

L'accord signé au Kenya entre les OSR porte sur cinq ans et part d'une conception commune selon laquelle la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la résilience et les systèmes agroalimentaires durables exigent des approches globales intégrées. Il fournit un cadre qui facilite une collaboration étroite entre les OSR, et répertorie des mesures concrètes à prendre dans des domaines d'intérêt commun, notamment dans le cadre des politiques, des programmes et des opérations et sur des sujets transversaux. L'accord a permis une collaboration efficace en matière de programmation conjointe, de la conception à la mise en œuvre. Des initiatives nécessitant de travailler en coopération, telles que la planification, la mise en œuvre et le suivi des concertations du Sommet sur les systèmes alimentaires se sont aussi avérées très efficaces grâce à la collaboration entre les OSR.

Défis, leviers et enseignements tirés

L'un des principaux leviers est l'engagement qu'ont pris les hauts responsables des trois organismes, qui offre aux équipes techniques un environnement propice à la collaboration et à l'élaboration de programmes conjoints.

Il demeure des problèmes liés aux chevauchements dans la mise en œuvre. Ces problèmes peuvent toutefois être surmontés si l'on fait en sorte que les OSR collaborent, de la conception de programmes conjoints jusqu'à l'établissement des rapports en passant par la mise en œuvre.

Collaboration entre les OSR au Pakistan

Entre autres exemples de collaboration en cours dans de nombreux pays, on peut citer celle instaurée entre la FAO et le PAM pour faciliter conjointement les analyses de l'insécurité alimentaire aiguë fondées sur l'IPC au Pakistan, analyses qui sont réalisées tous les ans ou presque depuis 2012. Les ministères et les départements fédéraux et provinciaux concernés prennent part à ces analyses, et des organismes des Nations Unies (FAO, PAM, UNICEF et Organisation mondiale de la Santé) ainsi que des organisations non gouvernementales nationales et internationales apportent également leurs contributions. L'analyse de l'insécurité alimentaire aiguë la plus récente a été menée en avril 2023 dans 43 districts vulnérables ou touchés par des inondations, qui se trouvaient dans trois provinces. En outre, des analyses de la malnutrition aiguë fondées sur l'IPC ont été menées au cas par cas conjointement par la FAO, le PAM et l'UNICEF, la plus récente ayant été effectuée en juin 2017 dans 32 districts vulnérables ou touchés par des inondations, dans trois provinces.

Concernant la collaboration instaurée dans le cadre des programmes, le FIDA finance actuellement un projet de 75,8 millions de dollars correspondant à la phase 2 du Projet d'appui aux moyens de subsistance dans les districts de Gwadar et Lasbela, dont le budget se répartit de la façon suivante: prêt du FIDA (60,1 millions de dollars); don du FIDA (3 millions de dollars); Gouvernement pakistanais (8,6 millions de dollars); Fonds saoudien de développement (3 millions de dollars); et bénéficiaires (0,99 million de dollars). Ce projet d'une durée de six ans, de 2021 à 2027, qui vise à augmenter les revenus et à renforcer les moyens d'existence de 100 000 ménages ruraux, couvre 400 villages des districts de Gwadar et Lasbela. Des infrastructures socioéconomiques nécessaires seront financées en faveur de communautés d'agriculteurs et de pêcheurs, en particulier des équipements communautaires, des routes d'accès aux marchés, des jetées et des sites de débarquement. Les ménages, les femmes et les jeunes pauvres ou extrêmement pauvres recevront une assistance sous la forme de moyens de production, de formations professionnelles sur les compétences à acquérir pour avoir une activité salariée ou indépendante et de séances de préparation au marché du travail, afin de les aider à augmenter leurs revenus. Les pêcheurs artisanaux bénéficieront du développement de filières plus modernes et inclusives dans le cadre d'une approche axée sur des partenariats public-privé-producteurs. Le FIDA est chargé d'assurer la supervision générale du projet et de fournir un appui à la mise en œuvre dans les domaines pertinents, et s'assure que les objectifs d'étape associés à la mise en œuvre sont respectés et que les objectifs de développement du projet sont atteints.

La FAO et le PAM se sont associés au FIDA et aux responsables de la deuxième phase du Projet d'appui aux moyens de subsistance dans les districts de Gwadar et Lasbela pour assurer une assistance technique spécifique financée au moyen d'un don du FIDA de 3 millions de dollars. La FAO et le PAM fournissent un appui technique, le premier pour améliorer la nutrition des ménages, et la seconde pour renforcer la résilience face aux changements climatiques dans les exploitations, des ressources supplémentaires étant mises à disposition par les deux organismes. Le PAM concentre son action sur l'amélioration de la nutrition des femmes et des enfants de 8 500 ménages pauvres et extrêmement pauvres au moyen de modules destinés à un programme de formation de formateurs, d'ensembles d'activités nutritionnelles et de systèmes de contrôle nutritionnel. La FAO assure une assistance technique pour faciliter la conduite d'un programme de formation de formateurs et la présentation de démonstrations sur site à l'intention de 30 000 petits exploitants agricoles, avec comme objectif de proposer des cultures et des pratiques agronomiques adaptées visant à renforcer la résilience climatique.

Comme autre exemple de mise à profit des atouts particuliers des OSR dans le cadre de la collaboration instaurée dans la conduite des programmes, on peut citer un projet conjoint de la FAO et du PAM financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international doté d'un budget de 4 millions de dollars, qui porte sur la remise en état des moyens d'existence, la sécurité alimentaire et la nutrition des populations touchées par les inondations dans la province de Sindh. La FAO met actuellement en œuvre la moitié du projet, qui vise à aider le secteur de l'élevage de bétail à se relever après les dommages provoqués par les inondations de 2022 dans le district de Shaheed Benazirabad, et le PAM dirige l'autre moitié du projet, dont l'objectif est de diversifier les moyens d'existence et d'assurer la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages dans ce même district.

III. La voie à suivre

14. Devant la convergence des crises liées notamment aux changements climatiques et aux conflits, il est urgent de remodeler les systèmes agroalimentaires, de manière durable et équitable. Le partenariat existant entre les OSR donne à ces organismes les moyens de compléter leurs mandats et cadres respectifs, et offre la possibilité de transformer les systèmes agroalimentaires et d'améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et la résilience.
15. Les OSR ont réaffirmé qu'ils étaient résolus à poursuivre leur action commune dans le cadre du nouveau protocole d'accord, qui constitue une mise à jour stratégique et donne des indications sur la collaboration future. Les partenariats innovants demeureront une priorité. Ils s'appuieront sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire et feront intervenir d'autres organismes des Nations Unies, des institutions financières, le secteur privé et les organisations internationales concernées.
16. Les OSR sont déterminés à intervenir de manière efficace pour relever les défis mondiaux. Ils s'attacheront à définir les priorités des programmes, à adapter les interventions aux besoins et à améliorer l'efficacité et l'efficacé dans les six domaines relevant du protocole d'accord. Sur la base du [Bilan 2 ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires](#), les OSR plaideront ensemble en faveur de solutions systémiques aux problèmes liés à la situation économique, au climat, à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et attireront l'attention sur les solutions possibles. Aux niveaux régional et national, ils continueront de se concerter avec les autres organismes du système des Nations Unies pour le développement, d'harmoniser leur action avec ces derniers, de tenir compte des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable et de s'appuyer sur les plateformes régionales de collaboration, comme cela est recommandé dans l'évaluation conjointe de leur collaboration. Ils s'emploieront à exploiter et à reproduire les initiatives de collaboration réussies, telles que celles décrites dans le présent document. En complément des efforts plus vastes déployés par les OSR, le FIDA et le PAM ont fait des changements climatiques, de l'alimentation scolaire et des contextes fragiles des priorités de leur collaboration bilatérale. La crise alimentaire mondiale qui se déroule actuellement et les difficultés financières auxquelles se heurtent les organisations internationales font qu'il est encore plus important pour les OSR d'agir de manière stratégique, avec efficacité et en collaboration dans les années à venir afin de transformer les systèmes agroalimentaires, d'obtenir un large impact et d'aider les pays à réaliser les ODD, notamment l'ODD 2, ne laissant personne de côté.

ANNEXE

Pays	Activités gérées dans le cadre de projets financés par le FIDA devant servir d'ancrage	Activités de la FAO	Activités du PAM
Mali	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Recrutement de deux prestataires de services devant fournir un appui technique à 360 bénéficiaires dans le cadre des microprojets menés par ces derniers 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Distribution de transferts monétaires en faveur de 2 174 ménages (à l'intention notamment des femmes chefs de famille et des jeunes) ➤ Forage de sept puits pastoraux 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs menées en faveur de 38 184 ménages: construction de terrasses agricoles en demi-lune et de 11 337 mètres de diguettes en pierres; remise en état de 5 385 kilomètres de sentiers ruraux
Burkina Faso		<ul style="list-style-type: none"> ➤ Distribution de 170 kits de reconstitution des moyens d'existence ➤ Création de 26 écoles pratiques d'agriculture destinées aux agropasteurs et de 13 clubs Dimitra¹ 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Remise en état et protection de 1 173 hectares au moyen de techniques de défense et de restauration des sols ➤ Organisation de 82 visites à domicile consacrées aux mesures à prendre en matière de protection et de lutte contre la COVID-19 (1 012 personnes) ➤ Aménagement de 83 jardins dans le cadre d'activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs
Niger	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Formation de 400 jeunes à l'aménagement de jardins potagers, à l'engraissement des animaux et à la transformation des aliments ➤ Organisation par la Commission électrotechnique internationale de campagnes sur les possibilités de commerce national et régional 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Formation de 72 jeunes filles (36 districts) à la fabrication de masques artisanaux et de savon pour prévenir la COVID-19 ➤ Distribution de matériel de jardinage et de semences à 4 800 ménages ➤ Création et renforcement des capacités de 100 clubs Dimitra ➤ Perfectionnement des compétences de 55 formateurs spécialisés dans le règlement des conflits ➤ Remise en état de 25 puits et forages alimentant des jardins potagers ➤ Sélection de 80 organisations de producteurs devant bénéficier d'activités de renforcement des capacités 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Activités d'assistance nutritionnelle visant à prévenir la malnutrition menées en faveur de 2 721 enfants de 6 à 23 mois ➤ Production de 115 396 plants végétaux ➤ Remplacement de 276 petits équipements ➤ Aménagement de nouvelles zones de jardin maraîcher (12 hectares sur quatre sites) ➤ Activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs: au total, restauration de 1 020 hectares de terres, construction de 73 kilomètres de diguettes en pierres et excavation de 9 578 mètres cubes pour l'aménagement d'un plan d'eau multifonctions
Sénégal	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sélection de 30 organisations d'agriculteurs devant bénéficier d'activités de renforcement des capacités, et versement de fonds de démarrage ➤ Recherche de sites pour la construction d'infrastructures 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Création de 219 clubs Dimitra composés de 5 484 membres, dont 58 pour cent de femmes et 45 pour cent de jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Remise en état de centres de services pastoraux en collaboration avec le Service départemental de l'élevage et des productions animales ➤ Formation aux techniques agrobiologiques (compost, pesticides biologiques): 100 participants, dont 28 femmes

¹ Groupes de femmes, d'hommes et de jeunes, mixtes ou non, qui sont structurés sur une base volontaire de manière à susciter des changements dans leurs communautés et à résoudre les problèmes en utilisant leurs propres ressources, sans attendre une aide extérieure.

Pays	Activités gérées dans le cadre de projets financés par le FIDA devant servir d'ancrage	Activités de la FAO	Activités du PAM
			<ul style="list-style-type: none"> ➤ Activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs: construction au total de 2,16 kilomètres de diguette en pierres et de 10 digues
Tchad		<ul style="list-style-type: none"> ➤ Organisation de deux ateliers de planification communautaire participative au profit de 10 villages ➤ Distribution de 1 600 kits (800 kits pour petits ruminants et 800 kits pour la culture pluviale) 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs: au total, remise en état de trois digues de 0,82 kilomètre, fabrication de 750 fourneaux domestiques améliorés, installation de 300 latrines familiales pour des ménages vulnérables et construction de trois silos à grains ➤ Recensement de 3 200 ménages et catégorisation socioéconomique selon une analyse de l'économie des ménages (2 014 hommes et 1 186 femmes, dont 1 318 jeunes) ➤ Activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs: fourniture de transferts monétaires assortis de conditions à 2 075 ménages (1 400 pour la remise en état de digues, 375 pour la construction de fourneaux améliorés et 300 pour l'installation de latrines)

Liste des sigles utilisés dans le présent document

COVID-19	maladie à coronavirus 2019
CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIDA	Fonds international de développement agricole
G20	Groupe des Vingt
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
ODD	objectif de développement durable
OSR	organismes ayant leur siège à Rome
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SD3C	Programme conjoint Sahel en réponse aux défis COVID-19, conflits et changements climatiques
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance